

CONSTRUCTEURS DE MACHINES A VAPEUR AU 18^e SIECLE DANS LE BORINAGE

par

Marinette BRUIER

Les premières machines à vapeur du continent du type Newcomen, furent envoyées d'Angleterre en pièces détachées et montées sur place. Il se créa ainsi des spécialistes en montage de machines à vapeur pour charbonnages, et cette occupation devint héréditaire. On traitera ici de trois de ces familles.

Les Rorive, qui viennent de Liège, apparaissent dans le Borinage en 1747. Cette prolifique famille donna naissance en trois générations à 20 mécaniciens ou constructeurs de machines. Cette famille ne connut pas d'ascension sociale marquée et se maintint essentiellement au niveau ouvrier.

Les Dorzée proviennent de Védrin près Namur, village riche en minerai de plomb. Ils construisirent eux-mêmes des machines, dans le Borinage, le Nord de la France, La Louvière et Charleroi. Ici on constate une ascension sociale rapide : la seconde génération déjà put fonder une compagnie qui subsista jusqu'en 1940. Dans la troisième génération déjà on voit un Dorzée bourgmestre de sa commune (Boussu, 1859-97).

Les Goffint proviennent aussi de Namur. Le premier construisit une machine à feu qu'il loua à des charbonnages. Cela l'amena à obtenir des intérêts dans une exploitation et désormais l'ascension fut rapide. La famille passa dans les rangs des professions libérales.

Ces exemples nous font connaître les aspects sociaux liés à une grande invention technique.

ATTITUDES DES CATHOLIQUES ET DE L'EPISCOPAT DEVANT LES PROBLEMES POSES PAR L'ORGANISATION DE LEUR PRESSE A BRUXELLES (1831-1843)

par

André CORDEWIENER

Après la révolution de 1830, les catholiques ne firent pas le même usage de la liberté de la presse que les libéraux. Alors que les journaux libéraux se multiplient, les organes catholiques restent rares. A Bruxelles particulièrement, les responsables catholiques connaissent de grandes difficultés à maintenir l'existence d'un journal, et du début de 1838 à la fin de 1840, aucun quotidien

ne défendra cette opinion dans la capitale.

Les responsables laïcs dénoncent la grande passivité rencontrée auprès de la bourgeoisie de cette opinion, tant pour rassembler des fonds que pour prendre des abonnements pour soutenir leurs journaux. Ils regrettent également le manque d'appui de l'épiscopat. L'archevêque de Malines, Mgr. Sterckx, refuse de donner une impulsion quelconque à un journal par crainte de voir son autorité morale engagée par les prises de position de celui-ci.

L'attitude des autres évêques est très différente. L'évêque de Liège, Mgr. Van Bommel, a toujours porté un très grand intérêt à la presse catholique. En 1840, il crée son propre organe, *La Gazette de Liège*, et force de la sorte Stas, le directeur du journal catholique liégeois le *Courrier de la Meuse*, avec qui il est entré en conflit, à répondre aux sollicitations bruxelloises et à transférer son quotidien dans la capitale sous le titre de *Journal de Bruxelles*.

Stas, qui a une grande expérience du journalisme, développe à cette occasion un plan original de réorganisation complète de la presse catholique en Belgique. Les publications de cette opinion remarque-t-il, ont des exigences très particulières : elles doivent défendre la foi, les dogmes et les principes. L'opinion catholique ne peut se permettre de multiplier des organes qui, à l'instar de ceux des libéraux, se feraient concurrence. Il propose de faire du *Journal de Bruxelles* le directeur général de l'opinion catholique, qui communiquerait aux journaux de province la ligne à adopter sur les grands problèmes.

Le cardinal Sterckx continue de lui refuser l'aide que plusieurs évêques seraient disposés à lui accorder. Devant les difficultés du *Journal de Bruxelles*, il lui accordera finalement une aide financière, mais il refusera toujours de lui donner l'investiture publique qui était réclamée. Une instruction des évêques rappellera seulement, en 1843, aux catholiques les dangers que constituait, pour leur salut, la lecture des mauvaises publications.

BELGIQUE ET ROUMANIE AU 19^e SIECLE

par

A. FILIMON

Les relations entre les régions qui composent l'actuelle Roumanie et les Pays-Bas remontent au moyen-âge. La Révolution belge de 1830 et la constitution particulièrement libérale que la Belgique s'est donnée alors furent observées en Roumanie avec beaucoup de sympathie. Lorsque le mouvement révolutionnaire eut été écrasé en 1848 dans les principautés danubiennes, des réfugiés politiques allèrent vivre entre autres en Belgique. C'est dans ce dernier pays que Cetan Boliac et C.A. Rosetti publièrent *La République roumaine* et *L'Etoile du Danube*. Des relations intellectuelles s'établirent aussi entre les deux pays du fait que certains roumains vinrent faire des études en Belgique. C'est le

cas du philosophe Basil Conta qui obtint un doctorat en philosophie à l'U.L.B.

Il y eut aussi très vite des relations de nature économique : peu après l'accession de la Belgique à l'indépendance, une mission économique fut envoyée à Constantinople et entreprit d'explorer entre autres la possibilité de relations économiques avec les principautés. Peu de temps après, en 1838, un consulat belge fut établi à Galatz, suivi d'un vice consulat à Braila en 1855. Le consulat de Galatz fut transféré à Bucarest avec juridiction sur l'ensemble de la Moldavie-Valachie.

Lorsque la Roumanie devint indépendante, et entama la lutte pour sa reconnaissance diplomatique, la Belgique fut un des premiers états auxquels on songea pour l'établissement d'une mission diplomatique roumaine. Cet objectif fut atteint en 1880 et des traités commerciaux furent conclus en 1880 et 1894. Aux époques ultérieures, les relations économiques entre les deux pays ne firent que se développer.

LE LOGEMENT, PHENOMENE SOCIAL ET ECONOMIQUE

par

Jules HANNES

Dans son remarquable livre *La Construction et la propriété des maisons. Seraing depuis le début du 19e siècle* (Bruxelles, 1969), de Saint-Moulin souligne avec force les relations entre le mouvement économique, l'évolution démographique et le rythme de construction de logements. Il y a toutefois lieu de considérer un autre aspect du logement, aspect important pour l'histoire sociale quantitative : il s'agit de la qualité du logement. Cet aspect se laisse déduire aisément (tout comme la quantité) des registres cadastraux. Ces documents nous renseignent en effet avec précision sur le niveau social de l'occupant du logement, car la hiérarchie entre logements correspond très largement aux hiérarchies sociales. Dans l'étude des stratifications sociales, l'étude basée sur la hiérarchie des logements doit donc être préférée, comme plus rapide et plus sûre, à celle qui se base sur les impôts, professions, signes extérieurs de richesse.

LE SAINT-SIEGE ET L'AFFAIRE LAURENT-BRASSEUR (1857)

par

Emiel LAMBERTS

L'université de Gand, en Belgique, devenait progressivement vers le milieu du 19^e siècle un noyau de rationalisme, avec comme porte paroles les professeurs Brasseur et Laurent. En décembre 1855 éclata un incident violent, lorsque Brasseur fut accusé d'avoir, dans son cours de droit naturel, attaqué l'église. L'épiscopat s'insurgea et les ultramontains exigèrent des sanctions contre Brasseur. Le cabinet De Decker (unioniste, mais en fait catholique) était alors aux affaires. De Decker estima qu'il fallait accorder une certaine liberté aux professeurs, mais, attaqué par les ultramontains - qui proclamaient qu'une université d'état devait se conformer aux opinions catholiques - il crut pouvoir chercher un appui auprès du Saint-Père, espérant le trouver d'idées plus ouvertes. Il se trompait lourdement.

En septembre 1856 les évêques de Gand et de Bruges rendirent public un mandement extraordinairement violent contre l'université de Gand. Il s'étaient au préalable, par l'intermédiaire des jésuites, assurés de l'approbation pontificale. Ce mandement attaquait aussi le gouvernement. Il provoqua un incident politique qui fit apparaître surtout la division de l'opinion catholique entre ultramontains et libéraux.

Ici encore, le gouvernement se trompa sur l'attitude de Rome. Il est vrai que l'envoyé belge au Vatican avait discerné dans ce milieu un certain malaise, mais c'est à tort que ce malaise fut interprété comme une condamnation des thèses des évêques. Ce malaise provenait de la crainte du Saint-Siège de se trouver entraîné dans un conflit politique, mais le pape approuvait néanmoins la position des évêques. La conséquence de cet incident fut pourtant que le Vatican s'abstint de publier une encyclique condamnant le rationalisme dans certaines universités belges. Par ailleurs l'évêque de Gand encourut le déplaisir du pape pour son manque de tact, mais tout cela n'empêcha pas Pie IX de soutenir les ultramontains. Cette tactique approfondit la division entre catholiques belges et aboutit indirectement à la chute du ministère De Decker.

SOCIOLOGIE ET HISTOIRE

par

F. LEHOUCK

Historiens et sociologues se sont opposés longtemps, se disputant quant à la valeur scientifique et à l'utilité sociale de leurs disciplines respectives.

Pour ce qui est des historiens, on peut les distinguer entre ségrégationnistes et intégrationnistes. Ces derniers mettent l'accent sur les rapports étroits entre les domaines étudiés, contestant il est vrai la valeur scientifique de l'approche sociologique, mais admettant l'utilité sociale supérieure de cette approche. Les ségrégationnistes soulignent, naturellement, les différences entre les deux disciplines.

On ne peut contester que la sociologie a fait des emprunts à l'histoire. Cela apparaît dans sa terminologie, dans l'influence du passé sur l'actuel, dans certains aspects méthodologiques. Il est clair que l'histoire récente permet de mieux comprendre le présent.

Inversement, l'histoire a été influencée par la sociologie. Elle a produit une vision socio-économique plus complète de la société. Elle a développé des techniques qui ne peuvent laisser l'historien indifférent. Elle a apporté à l'historien une conception sociologique de la société.

L'histoire n'a eu garde de capituler devant la sociologie. La *new economic history*, la *cliométrie* sont des directions de recherche qui ne le cèdent pas à la sociologie, ni sur le plan théorique, ni en utilité sociale.

On constate malheureusement en ce moment, que si les historiens se sont mis à étudier la sociologie, on forme désormais les sociologues sans référence à l'histoire. Et pourtant les deux disciplines ont tant d'éléments communs qu'il leur faut vivre en symbiose. La valeur de leur approche est à peu près équivalente. Le contact devra se faire au niveau d'une philosophie empirique de l'histoire, et d'une philosophie sociale. Seule une philosophie pourra produire une image globale de l'humain. Ni l'histoire ni la sociologie ne peuvent gagner à mutiler cette image globale, en se combattant.

LA QUESTION DU LUXEMBOURG EN 1918

par

Sally MARKS

Les historiens qui se sont penchés sur les négociations consécutives à la liquidation de la première guerre mondiale ont accordé trop peu d'attention à la question du Luxembourg étroitement liée pourtant à celle de la Rhénanie et de la Sarre. C'est que le Luxembourg a fait l'objet de négociations séparées. Les délégations britanniques et américaines ont toujours appuyé la revendication belge visant à une union économique avec le Luxembourg et se sont opposés constamment à la politique et la propagande française. Les Britanniques ont eu une chance unique de faire triompher la thèse belge en faisant de l'union économique une condition de leur appui aux revendications françaises sur la Sarre. Mais la déplorable coordination dans la délégation britannique, le mépris de Lloyd George pour les Belges, et probablement l'interférence de son secrétaire

qui refusait de lui soumettre certains documents ont eu pour effet de laisser échapper cette chance. En conséquence, la question du Luxembourg ne fut pas réglée à la conférence de Paris et la Belgique, déçue par l'attitude de la Grande Bretagne se rapprocha de la France et signa avec elle un traité militaire comme prix de l'union douanière avec le Luxembourg. Ainsi la Belgique entra dans l'orbite de la France, ce qui prélude à l'occupation de la Ruhr en 1923.

LES CULTURES VIVRIERES EN FLANDRE AUX 18e ET 19e SIECLES

par

C. VANDENBROEKE & W. VANDERPIJPEN

La production de plantes vivrières en Flandre aux 18e et 19e siècles peut s'étudier dans divers documents. A partir de l'époque française il existe de nombreux recensements (principalement des surfaces cultivées et des productions par espèce). La situation est moins favorable pour le 18e siècle, où on ne dispose que d'un unique recensement par an. Il est pourtant possible de contrôler cette donnée au moyen des Etats de Biens. Ces enregistrements des transactions immobilières comportent une foule de renseignements sur les cultures au 18e siècle.

A travers le 18e siècle, on constate un recul des blés d'été (sarasin, fèves, pois) qui au 19e siècle serviront de plus en plus de plantes fourragères.

Le froment et le seigle sont les principales céréales panifiables. On ne trouve pas qu'entre 1700 et 1850 il y ait eu changement notable dans leur aire de culture. Le méteil est moins important, mais il constitue pourtant une proportion appréciable (jusqu'à 30 %) des grains panifiables dans le sud de la Flandre orientale. Bien qu'en faible recul au 19e siècle, on le voit développer vers le nord son aire de culture.

La culture des pommes de terre connaît un développement spectaculaire à travers tout le 18e siècle, et déjà à la fin du 18e siècle la proportion de la surface cultivée en pommes de terre par rapport à celle des céréales panifiables atteint son niveau définitif. Il n'y aura pas de développement dans la première moitié du 19e siècle.

LES STATISTIQUES AGRICOLES EN FLANDRE A L'EPOQUE FRANCAISE

par

W. VANDERPIJPEN

A partir de l'époque française, le matériel statistique est très abondant et ce particulièrement pour les statistiques agricoles. Il s'agit surtout des statistiques de la production qui sont très minutieuses. Mais on trouve aussi des statistiques des prix, du bétail, de la superficie cultivée, des grains.

Bien sûr, il ne faut pas se fier aveuglement à tous ces chiffres : la population était méfiante chaque fois qu'on lui demandait des renseignements. D'ailleurs la science statistique était encore dans l'enfance et mettait difficilement en oeuvre ces données déjà incertaines.

Il apparaît pourtant que la production agricole en Flandre avait atteint un niveau élevé et qui laissait chaque année un surplus pour l'exportation. Il apparaît aussi que la pomme de terre constituait un facteur essentiel dans l'alimentation.

LES EVEQUES DE FLANDRE OCCIDENTALE ET LA PRESSE

par

Romain VAN EENOO

Les évêques west-flamands se sont fortement intéressés à l'organisation de la presse catholique, et tout d'abord Mgr. Bousen, le premier évêque du diocèse de Bruges fraîchement rétabli. Bousen était adversaire acharné de Lamennais, ancien secrétaire de l'évêque de Gand, et conservateur combattif. Tout ceci explique son intérêt pour la presse et aussi ses interventions dans le diocèse de Gand.

Dans son diocèse de Bruges il existait un journal catholique, le *Nouvelliste des Flandres*. Bousen lui laissait une grande liberté, et le soutenait financièrement. Il interdisait aussi la lecture des journaux libéraux et incitait les ecclésiastiques les plus capables à collaborer au *Nouvelliste*. Tout cela ne put empêcher que ce journal ne se trouva bientôt au bord de la faillite. Bousen intervint alors, imposa au propriétaire des directives inflexibles, ainsi qu'un nouveau rédacteur, P. Lebrocqy. Le titre aussi fut modifié : le *Nouvelliste* devint *La Patrie*.

Tout cela ne servit pas à grand'chose. Aussi le successeur de Boussen, Mgr. Malou, prit des mesures radicales. Il réunit grâce aux dons de la noblesse et des vieilles familles catholiques un capital qui servit à acquérir la propriété du journal. Il engagea aussi un des meilleurs journalistes disponibles, Amand Neut.

On est bien renseigné sur l'ensemble des conditions, idéologiques et financières, imposées par l'évêque à la nouvelle équipe.

L'ACTIVITE POLITIQUE A LIEGE PENDANT LA GUERRE 1914-1918

par

Georges VANLOUBBEECK

"Pendant les quatre années d'occupation allemande, la lutte sociale est suspendue, l'action politique fait trêve, le peuple entier consacre ses énergies à la défense du territoire et à sa libération." (E. Vandervelde). Les déclarations patriotiques de nos dirigeants à la libération, l'interdiction de toute activité politique par l'occupant, tout poussait à croire que la guerre 14-18 avait été une parenthèse dans l'histoire politique de la Belgique.

L'étude des quelques documents conservés montre qu'il n'en est rien. A Liège, pendant les années de guerre, les associations politiques soutenues par le Comité National de Secours et d'Alimentation s'attachent à assurer le ravitaillement de la population et de ce fait évitent la dislocation. On sent que le conflit ne sera pas une simple parenthèse : les deux groupes catholiques (progressiste et conservateur) fusionnent, les socialistes préparent l'agitation sociale de la rentrée... Tout cela explique qu'en 1918 les partis et les syndicats se réorganisent très rapidement.

Sur le plan national d'ailleurs, le schéma ne semble pas très différent. Le Comité National ne s'est pas borné à distribuer des vivres, ni même à rendre possible l'activité politique en province.

A Bruxelles, sous son égide, de nombreuses personnalités politiques de toutes les opinions préparent la rentrée et même très précisément la révision constitutionnelle (Papiers Jaspar).

Et il semble bien qu'en 1918, à Lophem, ce sont les hommes du Comité National qui prennent le pouvoir.

COMMENT LES EVEQUES BELGES ONT MIS
LA MAIN SUR LA FEUILLE BRUXELLOISE
L'EMANCIPATION

par

Els WITTE

C'est un fait connu que le concept "unionisme" est interprété de diverses manières par les historiens belges. Si certains voyaient en lui "un acte de foi", professé par les libéraux et les catholiques, d'autres n'y voient rien d'autre qu'une tactique, grâce à laquelle les catholiques eurent l'occasion de se soustraire à la domination harassante de Guillaume Ier. Un court épisode de l'histoire du journal bruxellois *L'Emancipation* renforce singulièrement cette seconde interprétation.

Au cours des années 1830, les cléricaux étaient en retard sur leurs adversaires en matière de presse, ce qui expliquait certaines de leurs défaites sur le terrain électoral. C'est la raison qui détermina les évêques à remédier à cette situation. Le plan fut conçu de transformer un journal neutre, existant et fort lu en un organe catholique. Par le truchement de rédacteurs achetés, le journal s'orienterait d'abord vers une tendance unioniste et derrière le paravent de l'unionisme, on défendrait les intérêts catholiques. Ce plan se réalisa, puisque *L'Emancipation* devint le moyen d'expression de l'opinion catholique de la capitale, jusqu'en 1840, date de la parution du *Journal de Bruxelles*, organe politique du "parti" catholique.